

Unité départementale du Val-d'Oise
Immeuble administratif Jacques LEMERCIER
5 avenue de la Palette
95300 CERGY-PONTOISE

Pontoise, le 25/07/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/07/2022

Contexte et constats

Publié sur



METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT

10 chemin d'Eragny
95550 BESSANCOURT

Références : UD95/2022-0614/MLY

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/07/2022 dans l'établissement METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT implanté 10 chemin d'Eragny 95550 BESSANCOURT. L'inspection a été annoncée le 24/06/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel des contrôles 2022 des ICPE. Cette inspection est également l'occasion de faire le point sur les non-conformités relevées lors de la visite d'inspection précédente du 09/03/2021 ainsi que sur les suites de l'incendie du 5 juin 2022.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- METAUX 116 SOREVO ENVIRONNEMENT
- 10 chemin d'Eragny 95550 BESSANCOURT
- Code AIOT dans GUN : 0006505476
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Statut IED : Etablissement IED

L'activité du site a été autorisée en 2003 pour diverses activités de collecte, regroupement et tri de déchets sur le site de Bessancourt. Par arrêté du 19 novembre 2019, l'exploitant a obtenu une autorisation environnementale pour la mise en place d'un broyeur de ferrailles.

À ce jour, le site regroupe les activités suivantes :

- Collecte, regroupement de déchets dangereux de batteries ;
- Collecte, regroupement et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) gris, de métaux ferreux et non ferreux, de plastiques, papiers, cartons, bois, gravats et de déchets

industriels en mélange ;

- Traitement de câbles électriques (par broyage), de métaux ferreux (par broyage) et de papiers/cartons (pressés en balles et ou broyés) ;
- Stockage de déchets avant et après traitement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Retour sur l'Inspection du 09 mars 2021 - Point sur les non-conformités relevées et les observations formulées dans le rapport d'inspection daté du 12 mars 2021
- Point sur la situation administrative (article 1.2.1)
- Rejets atmosphériques – Analyses et résultats (articles 3.2.4 et 3.3.1)
- Rejets aqueux – Analyses et résultats (articles 4.4.3.1 et 4.5)
- Radioactivité – Détection (article 9.1.1)
- Registres déchets – Suivi des déchets entrants et sortants (articles 5.1.8.1, 9.3.4 et 9.4.2)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Un incendie est survenu sur le site le dimanche 5 juin 2022. Le feu a été circonscrit et maîtrisé par les pompiers le jour même. Aucun blessé n'est à déplorer. Les impacts sur l'environnement sont mineurs et non inquiétants.

Lors de la visite d'inspection réactive réalisée le 07/06/2022, l'Inspection a souligné que l'exploitant avait pris des mesures pour faire face à l'incendie et que sa coopération et sa disponibilité auprès des services de secours avaient été appréciées. L'inspection a toutefois relevé trois non-conformités. Elles portent sur la prise en compte du risque foudre (insuffisante) et sur le dysfonctionnement partiel de la mise en rétention des eaux d'extinction sur le site. Ces non-conformités ont fait l'objet de la lettre de suite préfectorale en date du 10/06/2022 notifiée le même jour, qui demande à l'exploitant de répondre aux demandes formulées dans les points de contrôle dans un délai de 3 mois, soit au plus tard le 10/09/2022. Lors de l'Inspection du 8 juillet 2022, l'Inspection a pu constater les actions déjà entreprises par l'exploitant pour lever certaines non-conformités et prendre connaissance des actions en cours pour répondre à l'ensemble des non-conformités relevées.

L'inspection considère que l'état d'avancement des actions menées par l'exploitant est satisfaisant.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|---------------------------------------|--|--|---|
| Retour sur l'inspection du 09/03/2021 | Lettre du 12/03/2021, article {Non Renseigné} | / | Lettre de suite préfectorale |
| Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 4.4.3.1 et 4.5 | / | Lettre de suite préfectorale |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| Nom du point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|--------------------------|---|--|-------------------|
| Situation administrative | Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 1.2.1 | / | Sans objet |
| Rejets atmosphériques | Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 3.2.4 et 3.3.1 | / | Sans objet |
| Radioactivité | Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 9.1.1 | / | Sans objet |
| Registres déchets | Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 5.1.8.1, 9.3.4 et 9.4.2 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, le site est bien géré. L'exploitant poursuit la mise en place d'actions correctives pour lever les non-conformités relevées.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Retour sur l'inspection du 09/03/2021

| |
|---|
| Référence réglementaire : Lettre du 12/03/2021 |
| Thème(s) : Autre, Non-conformités relevées et observations formulées |
| Prescription contrôlée : Point sur les non-conformités relevées et les observations formulées dans le rapport d'inspection |
| <p>Constats : Lors de l'inspection du 09/03/2021, 3 non-conformités (NC) ont été relevées :</p> <ul style="list-style-type: none">- n°1 : NC à l'article 3.3.1 : la fréquence de l'auto-surveillance des rejets atmosphériques n'est pas respectée. Une seule analyse a été réalisée au cours de l'année 2020 alors que la fréquence fixée est semestrielle.- n°2 : NC à l'article 4.4.3.1 : les résultats des analyses d'eau présentent plusieurs dépassements significatifs des seuils fixés dans l'arrêté d'autorisation (MES, COT, Pb, Cu, Zn).N°3 : NC à l'article 8.3.1 : La benne de stockage des batteries usagées n'est pas placée dans une alvéole de stockage dédiée composée de murs coupe-feu 2h. <p>Dans un courrier en date du 21/10/2021 adressé à l'Inspection, l'exploitant a présenté l'état d'avancement des actions mises en place pour répondre aux écarts constatés.</p> <p>- <u>S'agissant de la NC n°1 :</u> l'exploitant a annexé au courrier précité le rapport complet de contrôle des rejets atmosphériques du 22/03/2021 et indiquer les 2 dates des mesures semestrielles réalisées pour lesquelles il était en attente du rapport de mesures.</p> <p>Dans la mesure où le programme d'autosurveillance 2021 a bien été respecté, et qu'il se poursuit sur l'année 2022, la NC1 est levée.</p> <p>- <u>S'agissant de la NC n°2 :</u> cf. Fiche de constat relative au Point de contrôle "Rejets aqueux".</p> <p>- <u>S'agissant de la NC n°3 :</u> La benne de stockage des batteries usagées se situe devant un des murs coupe-feu de l'alvéole de stockage des fluffs (poussières issues du broyage des métaux). Ainsi, un des côtés de la benne est protégé par un mur coupe-feu. Elle n'est toutefois pas placée dans une alvéole de stockage dédiée composée de murs coupe-feu 2h. L'exploitant a indiqué qu'un devis était en cours de mise à jour pour la mise en place de Legioblock pour la benne batterie. Il est en attente de subventions pour financer les travaux.</p> <p>Dans cette attente, l'Inspection note le maintien de la non-conformité à la réglementation.</p> |
| Observations : - |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Situation administrative

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 1.2.1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Classement ICPE du site |
| Prescription contrôlée : Classement ICPE du site |
| <p>Constats : Le classement ICPE du site est à ce jour inchangé.</p> <p>Par courrier en date du 21 octobre 2021 reçu le 18 novembre 2021, l'exploitant a transmis en régularisation un porter à connaissance (PAC) relatif à la modification de la ligne de broyage de câbles électriques. La nature de la modification (modification des cheminées) est sans incidence sur le classement du site.</p> <p>Suite à l'inspection du 8 juillet 2022, l'exploitant a adressé à l'Inspection un nouveau porter à connaissance portant sur l'ajout d'une nouvelle rubrique ICPE : 2711 - Installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets d'équipements électriques et électroniques, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2719, sous le régime de la déclaration avec contrôle périodique.</p> <p>Les deux PAC seront traités simultanément en vue de prendre un seul arrêté préfectoral complémentaire.</p> |
| Observations : - |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets atmosphériques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 3.2.4 et 3.3.1 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques |
| Prescription contrôlée : Rejets atmosphériques |
| <p>Constats : L'exploitant a présenté les résultats d'autosurveillance des rejets atmosphériques réalisé en 2020-2022 pour chacun des 3 conduits existants, et correspondants au broyeur à câbles (2 conduits) et au broyeur à ferrailles (1 conduit).</p> <p>Les valeurs des paramètres mesurés sont inférieures aux VLE fixées.</p> <p>La prescription contrôlée est respectée et la NC n°2 de l'inspection du 9 mars 2021 est levée.</p> |
| Observations : - |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 4.4.3.1 et 4.5 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux |
| Prescription contrôlée : Eaux industrielles et Eaux pluviales |
| <p>Constats : Dans son courrier en date du 21/10/2021 adressé à l'Inspection, l'exploitant avait analysé les écarts et indiqué les actions correctives mises en place (nettoyage complet du réseau interne d'évacuation des eaux pluviales, pompage et nettoyage du séparateur HC, prélèvements et mesures des rejets aqueux).</p> <p>Les résultats des analyses du 15/09/2021 ont fait apparaître que la valeur des MES était conforme (révélant le bon fonctionnement du décanteur). En revanche, les valeurs des substances DCO, COT, Cu,Pb et Zn, ne sont toujours pas conformes, soit une pollution persistante et croissante en métaux. L'exploitant a alors décidé de mettre en place d'autres actions correctives.</p> <p>Toutefois, le résultat d'autosurveillance des rejets aqueux en date du 28/12/2021 confirme la pollution persistante à certains métaux (Cu, Pb et Zn) et l'amélioration de la teneur en MES et en HCT, dont les valeurs sont conformes. L'exploitant a décidé d'augmenter la fréquence de nettoyage des installations de traitement à 2 entretiens par an. Il prévoit en outre de réaliser un bilan à l'issue de ce programme d'entretien afin d'évaluer l'efficacité de l'action sur la qualité des rejets aqueux ou le cas échéant, la mise en place d'un dispositif de traitement spécifique au traitement des polluants métalliques.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant informe l'Inspection que la mesure du 1er semestre 2022 n'a pas encore pu être effectuée par manque de pluie et qu'elle devait être réalisée au cours de la 1ère semaine de juin grâce aux conditions météorologiques favorables ; l'incendie du 05/06/2022 n'a cependant pas rendu possible ces analyses dans des conditions normales de fonctionnement.</p> <p>L'inspection constate la levée des non-conformités des paramètres MES et aux HCT, et le maintien de la non-conformité pour les paramètres DCO, COT, Cu, Pb et Zn.</p> <p>L'inspection note toutefois que l'exploitant est très actif dans la recherche de solutions afin de se conformer à la réglementation. Le manque de pluie au premier semestre 2022 puis un incendie survenu le 05/06/2022 n'ont pas permis de réaliser le programme d'autosurveillance des rejets aqueux au cours du 1er semestre 2022. L'inspection considère que la non-réalisation des mesures relatives aux rejets aqueux est justifiée.</p> |
| Observations : - |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |

Nom du point de contrôle : Radioactivité

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 9.1.1 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Détection |
| Prescription contrôlée : Détection |
| <p>Constats : L'exploitant indique à l'Inspection que le portique de détection de la radioactivité est vérifié annuellement. La dernière vérification périodique annuelle a été réalisée le 23/11/2021.</p> <p>L'exploitant informe l'inspection que le portique sonne pour deux raisons :</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence de pierres de granit dans le tout venant ;- l'activité d'une entreprise de vérification de soudure implantée à proximité du site qui peut perturber le capteur <p>L'exploitant a présenté la procédure relative à la conduite à tenir en cas de radioactivité mise à jour en juillet 2021.</p> |
| Observations : - |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

Nom du point de contrôle : Registres déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/11/2019, article 5.1.8.1, 9.3.4 et 9.4.2 |
| Thème(s) : Autre, Suivi des déchets entrants et sortants |
| <p>Prescription contrôlée : Présence des registres</p> |
| <p>Constats : L'exploitant indique à l'Inspection qu'il utilise un registre numérique (logiciel) pour enregistrer tous les flux de déchets dangereux et non-dangereux. L'Inspection a pu voir le logiciel employé et les informations y figurant.</p> <p>S'agissant des déchets dangereux, l'exploitant indique que les BSD complétés sont reçus par mail en provenance de l'installation de destination, et qu'ils sont également déclarés sur l'application nationale trackdechets. S'agissant de l'utilisation de cette application, l'exploitant indique que certains destinataires et/ou transporteurs ne l'utilisent pas encore. Ainsi, il manque certains renseignements et signatures. L'exploitant envisage de mener une action de sensibilisation auprès de ces acteurs pour les inciter à utiliser l'application.</p> <p>L'exploitant signale des doublons entre leurs registres numériques et Trackdechets. Il envisage de demander à son prestataire de faire évoluer le logiciel utilisé pour alimenter Trackdechets de manière automatique.</p> <p>Par ailleurs et pour les batteries, l'exploitant renseigne également l'application nationale GEREP.</p> <p>Par ailleurs, à la demande de l'Inspection, l'exploitant a présenté sa procédure d'acceptation préalable des déchets entrants.</p> <p>L'Inspection a pu constater que l'exploitant tenait à jour ses registres de déchets, conformément à la réglementation.</p> |
| Observations : - |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |